28th UN Human Rights Council: FAS delivers statements in the interactive dialogues with the Independent Experts of Central African Republic and Mali

Geneva, 24 March 2015 - In the context of the ongoing 28th session of the UN Human Rights Council, Ms. Marie-Thérèse Keita Bocoum, Independent Expert on the Human Rights Situation in the Central African Republic, and Mr. Suliman Baldo, Independent Expert on the Human Rights Situation in Mali, participated in two interactive dialogue sessions with the members of the Council and the observatory organisations.

Ms. Keita Bocoum presented her report on the advancements in reaching national-wide consensus in view of the upcoming Bangui Forum, saluting the newly adopted legislation on the Special Criminal Court and the measures for combatting impunity, but also on the alarming occurence of violence against civilians, the repeated violations of minority rights notably in terms of education and the numerous cases of sexual violence - noting that in 2014, more than 2500 cases of conflict-linked rape were reported.

Ms. Boucoum highlighted as immediate priorities the restauration of the rule of law and the reinforcement of state authorities, as well as the reinstatement of a functional judiciary system. In view of the upcoming elections, key for ensuring stability in the country, Ms. Boucoum solicited the support of the international community in overcoming the remaining obstacles to the organisation of elections in October.

FAS delivered an oral statement recognising the excellent work of the Independent Expert under her mandate, noting however the continued volatile security situation in the country, the raising numbers of refugees and displaced persons and the occurrence of rape and sexual violence. FAS insisted on the need to end impunity and bring the perpetrators before justice. FAS particularly encouraged the full participation of women in the Bangui Forum and in the process of reconciliation and reconstruction. With regard to the elections, FAS urged for women's involvement and representation to ensure a peaceful and transparent process, mentioning its experience with the women's situation room.

The Independent Expert on Mali, Mr. Suliman Baldo, presented an update on the situation in the country as well, based on his written report, previously released. Deploring the recent attacks on the MINUSMA and on civilians in Bamako and Kidal, Mr. Baldo underlined that impunity is alimenting the vicious cercle of violence in Mali, that affects the everyday lives of the populations in the North of the country: children deprived of their right to education, and endangered by the perspective of enrolment as child soldiers, perpetuated sexual violence and rape and a widespread mistrust into state authorities and justice due to their insufficient response.

Mr. Baldo saluted the civil society in Mali, particularly for supporting women victims of sexual violence in formulating their complaints in court and thus bringing their abusers to justice. He insisted on the need to ensure that the Truth, Justice and Reconciliation Commission is operational, and called for international pressure to ensure that all parties sign an agreement and bring the rule of law back to Mali.

In its oral statement, FAS congratulated Mr. Baldo for his work and further supported his mandate, condemning all acts of violence and particularly violent extremism, expressing concern over the increased number of rape and sexual violence particularly on minors and again, calling for justice and the end of impunity. In the light of Resolution1325, FAS urged for women's participation in the reconciliation and reconstruction process in Mali.

Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU: FAS participe aux dialogues interactives avec les Experts Indépendants sur la République Centrafricaine et le Mali

Genève, 24 mars 2015 - Dans le cadre de la 28ème session du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, Mme Marie-Thérèse Keita Bocoum, l'experte indépendante sur la Situation des Droits de l'Homme en République Centrafricaine, et M. Suliman Baldo, l'Expert Indépendant sur la Situation des Droits de l'Homme au Mali, ont participé à deux sessions de dialogue interactif avec les membres du Conseil des Droits de l'Homme et les organisations observatrices, à l'ONU Genève.

Mme Keita Boucoum a présenté un rapport oral fondé sur sa dernière visite en RCA, en février 2015. Dans son discours, Mme Keita Bocoum s'est particulièrement penchée sur les progrès vers un consensus national, en préparation du Forum de Bangui programmé pour le mois de mars, en saluant notamment l'adoption de la nouvelle loi sur la Cour Pénale Spéciale et les mesures pour combattre l'impunité. Elle a toutefois noté avec inquiétude les attaques alarmantes contre la population civile, les violation répétées des droits des minorités, notamment de l'accès à l'éducation, et les nombreux cas de violence sexuelle - notant qu'en 2014, plus de 2500 cas de viol lié au conflit ont été rapportés.

En ce qui concerne les priorités immédiates, Mme Bocoum a parlé de la restauration de l'état de droit, du renforcement des capacités des autorités d'Etat, et de la réinstauration d'un système judiciaire fonctionnel. En vue de prochaines élections, Mme Bocoum a sollicité le soutien de la communauté internationale pour surmonter les défis dans l'organisation des élections au mois d'Octobre.

FAS a délivré une déclaration orale, reconnaissant le travail important de l'Experte indépendante mais exprimant toutefois son inquiétude envers la sécurité volatile, la situation des réfugiés et des personnes déplacés et le nombre croissant de viols et violence sexuelle. FAS a insisté sur le besoin d'arrêter l'impunité et de ramener les auteurs de crimes devant la justice, et a encouragé vivement la participation des femmes dans le Forum de Bangui et le processus de reconstruction. Au regard des élections, FAS a demandé à ce que les femmes soient impliquées et représentées afin d'assurer un processus paisible et transparent.

Par la suite, M. Suliman Baldo, l'Expert Indépendant pour le Mali, a présenté une mise à jour sur la situation dans le pays en s'appuyant sur son rapport écrit, rendu public auparavant. En déplorant les récentes attaques contre la MINUSMA et la population civile, à Kidal et Bamako notamment, M. Baldo a soulignée que l'impunité ne fait qu'alimenter le cycle de violence au Mali, qui affecte le quotidien des populations du nord du pays: enfants privés de leur droits à l'éducation, en danger d'être recrutés par les groupes armés, violence sexuelle montante et un manque de confiance général envers les autorités et la justice en raison de leur réactivité insuffisante.

M. Baldo a salue les efforts de la société civile au Mali, notamment pour leur soutien aux victimes de viol et violence sexuelle pour amener leur cas devant la justice. Il a insisté sur le besoin d'assurer que la Commission Vérité, Justice et Reconciliation soit opérationnelle et a appelé à la pression internationale pour qu'un accord de paix soit signé par toutes les parties.

Dans sa déclaration orale, FAS a félicité M. Baldo pour son travail en exprimant son soutien pour la continuation de son mandat. FAS a condamné les actes de violence et de l'extrémisme violent récents, le nombre aggravé de viols, notamment sur des mineurs, et a appelé à la justice et la fin de l'impunité. En rappelant la résolution 1325, FAS a insisté sur le besoin d'assurer la pleine participation des femmes dans le processus de réconciliation et reconstruction au Mali.